



© DR

2026

Ouganda – Stephen Kwikiriza

Stephen Kwikiriza est un militant ougandais engagé dans la défense de l'environnement et des droits des communautés locales affectées par les projets pétroliers dans l'ouest de l'Ouganda. Il s'est particulièrement mobilisé contre les impacts environnementaux et sociaux liés à l'exploitation pétrolière dans la région du lac Albert et au projet d'oléoduc EACOP (East African Crude Oil Pipeline), un projet d'infrastructure majeur destiné à transporter le pétrole ougandais jusqu'au port de Tanga, en Tanzanie.

Par son action pacifique, il défend le droit des populations locales à un environnement sain, la protection des terres agricoles et la consultation effective des communautés concernées par ces projets.

Stephen Kwikiriza est également membre des communautés affectées par le projet pétrolier Kingfisher et agit comme observateur communautaire pour l'Environmental Governance Institute (EGI), une organisation ougandaise engagée dans la promotion d'une gouvernance environnementale responsable. Le projet Kingfisher, situé sur les rives du lac Albert, est exploité par la société chinoise China National Offshore Oil Company (CNOOC) et s'inscrit dans le développement plus large du secteur pétrolier ougandais, auquel participe également la multinationale

TotalEnergies à travers d'autres projets liés à l'EACOP.

Le 4 juin 2024, Stephen Kwikiriza a été enlevé à Kampala par des hommes en civil, identifiés par plusieurs sources comme appartenant aux forces de défense du peuple ougandais (UPDF). Peu avant que ses téléphones ne soient désactivés, il a réussi à envoyer un message à un collègue confirmant qu'il venait d'être arrêté par des officiers de l'armée.

Pendant plusieurs jours, sa famille, ses collègues et les organisations de défense des droits humains sont restés sans nouvelles de lui, suscitant une vive inquiétude quant à son sort et à son lieu de détention.

Sa disparition a provoqué une mobilisation importante parmi les défenseurs des droits humains en Ouganda et à l'international.

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits humains, Mary Lawlor, a notamment appelé publiquement à sa libération. Après six jours de détention au secret, Stephen Kwikiriza a finalement été abandonné au bord d'une route dans le district de Kyenjojo, à plusieurs centaines de kilomètres de Kampala. À sa libération, le militant a décrit les conditions extrêmement dures de sa détention.

Il a déclaré avoir été contraint de se déshabiller et de rester en sous-vêtements, enfermé dans une pièce avec très peu de nourriture et un simple seau pour ses besoins. À son arrivée sur le lieu de détention, il a été violemment battu et a perdu connaissance. Durant toute la

période de sa captivité, ses geôliers l'ont interrogé à plusieurs reprises sur l'attention portée à son cas par la communauté internationale et sur les pressions exercées pour obtenir sa libération.

L'enlèvement de Stephen Kwikiriza s'inscrit dans un climat de répression croissante à l'encontre des défenseurs de l'environnement et des militants opposés aux projets pétroliers en Ouganda.

Depuis plusieurs années, les communautés affectées par les projets Tilenga, Kingfisher et l'oléoduc EACOP dénoncent les conséquences sociales et environnementales de ces projets, notamment la perte de terres agricoles, les déplacements de populations, la dégradation de l'environnement et les atteintes aux moyens de subsistance locaux.

Selon plusieurs organisations de la société civile, au moins cinquante-six cas d'intimidations, d'arrestations, de surveillance ou d'abus visant des militants opposés aux projets pétroliers liés à l'EACOP ont été recensés en Ouganda et en Tanzanie au cours des dernières années. Dans

certaines zones, la présence des forces de sécurité chargées de protéger les installations pétrolières a également donné lieu à des accusations de violations des droits humains, notamment des arrestations arbitraires et des violences contre les communautés locales.

La situation de Stephen Kwikiriza illustre les restrictions croissantes de l'espace civique en Ouganda.

Les défenseurs de l'environnement, les journalistes et les militants des droits humains qui dénoncent les impacts des projets extractifs sont régulièrement confrontés à des menaces, à des arrestations arbitraires ou à des formes de harcèlement judiciaire destinées à réduire au silence les critiques.

Que pouvez-vous faire ?

Priez pour lui !
Ecrivez-lui !

Pour lui écrire :

ACAT-France
7 Rue Georges Lardennois
75019 Paris

L'ACAT-France transmettra

Téléchargez [ici le modèle de lettre proposé et traduit en anglais, sur lequel vous pourrez apposer vos noms, prénoms et signatures](#)